



Des arbres sont tombés...mais la forêt pousse : Les tendances politiques récentes en Afrique

(Rédigé à partir du rapport *Perspectives économiques africaines 2008**)

par Federica Marzo

- ◆ Les troubles politiques et sociaux ont empiré en 2007 mais la tendance reste positive sur le long terme.
- ◆ Les progrès démocratiques se poursuivent malgré quelques échecs sérieux.
- ◆ Les institutions démocratiques doivent encourager le dialogue et la cohésion sociale.

Si l'on peut dire que la stabilité et la démocratie africaines s'améliorent, la vision que nous offre ce rapport en 2007 est celle d'institutions démocratiques souvent non représentatives, même après des élections. La liberté de la presse, le respect de l'Etat de droit et la transparence gouvernementale restent faibles tandis que la corruption est répandue à tous les niveaux de la politique et de l'économie. L'instabilité politique et sociale a également augmenté, et ce même dans les pays traditionnellement stables.

Cette image générale est toutefois trompeuse. En effet, si les tensions se sont accrues en 2007, comme nous le montre le tableau annuel des indices politiques du rapport *Perspectives économiques en Afrique 2008*, la tendance de long terme reste encourageante au vu des progrès importants depuis une dizaine d'années.

La grande majorité des pays africains est stable et la normalisation de la politique est en cours dans un certain nombre d'États fragiles. De plus en plus de pays légitiment leurs gouvernements au travers d'élections au suffrage universel. Plus de 54 millions d'Africains ont ainsi participé aux 19 élections présidentielles et parlementaires qui se sont tenues dans 18 pays africains en 2007. Toutefois, le taux moyen de participation électorale n'a atteint que 32.9 pour cent. Ceci s'explique sans doute par la faible participation des populations des deux principaux pays qui ont connu des élections l'an dernier, le Nigeria et l'Égypte : respectivement 13.4 pour cent et 31.2 pour cent. L'abstention a également été massive en Algérie.

Dans l'ensemble, les élections se sont déroulées dans le calme. Deux présidents sortants ont été largement réélus en Afrique de l'Ouest – Amadou Toumani Touré au Mali (71.2 pour cent) et Abdoulaye Wade au Sénégal (55.9 pour cent). Plusieurs présidents ont été élus après deux tours en Mauritanie (Sidi Ould Cheikh Abdallahi avec 52.9 pour cent) et au Sierra Leone (Ernest Bai Koroma avec 54.6 pour cent). On ne peut toutefois pas négliger l'ampleur des problèmes dans certains pays. Les élections nigérianes du mois d'avril ont été qualifiées de « non crédibles » par les observateurs de l'Union européenne à cause des niveaux de tricherie et de violence qui les ont caractérisées. Au Kenya, les élections présidentielles très contestées (du fait de la fraude et de la violence politique qui les ont accompagnées) ont été suivies de troubles notables.

Ce virage vers l'instabilité a été le résultat de conflits ou de tensions persistants. Au Tchad, la situation est très tendue depuis 2006 et les confrontations entre différents groupes rebelles et l'armée n'ont fait qu'augmenter en nombre et en intensité. L'ouest du Soudan est déchiré par la guerre du Darfour et l'accord de paix signé en 2005 est sur le point d'être rompu. Des actes de guerre se poursuivent par ailleurs au nord de l'Ouganda et aux frontières nord et est de la RDC. Les divisions ethniques restent un sujet d'inquiétude, en particulier dans un contexte où les armes en provenance de zones de guerre ou d'anciennes zones de conflit prolifèrent, comme en Afrique de l'est ou dans la région des Grands lacs, qui reçoivent un nombre inquiétant d'armes de Somalie. Le degré de violence politique et de

criminalité s'est très fortement accru au Kenya depuis 2005 et a littéralement explosé en 2007. Ces violences ont été principalement le fait d'affrontements ethniques exacerbés par des conditions climatiques extrêmes. Des troubles sérieux et un durcissement du régime au Zimbabwe, dont l'économie s'est effondrée en 2007, ont entraîné des formes de répression aggravées. Des conflits sont apparus dans des pays qui jouissaient pourtant depuis quelques temps d'une stabilité remarquable. C'est le cas au Mali et au Niger, où la rébellion touareg commune aux deux s'est intensifiée. L'Algérie et le Maroc ont dû faire face à de nouvelles attaques terroristes.

Le principal changement par rapport à 2006 réside dans l'augmentation de l'instabilité dans des pays traditionnellement stables. Un fort mécontentement des populations du fait de la flambée du coût de la vie, en particulier de celui de la nourriture et de l'essence, a souvent été à l'origine de plusieurs manifestations au Sénégal, en Zambie, et plus récemment au Burkina Faso et au Cameroun. Des conditions de vie déplorables et un accès insuffisant aux services fondamentaux ont également entraîné des agitations en Afrique du Sud, où les indices politiques du PEA se sont fortement détériorés du fait de nombreuses manifestations et grèves. Ces agitations sont le résultat de la perception répandue selon laquelle le gouvernement post-apartheid n'a pas agi suffisamment pour réduire la pauvreté, améliorer la redistribution des richesses et l'accès aux services. Dans ce contexte, l'année 2007 montre que des tensions peuvent apparaître avec le processus de démocratisation lui-même, lorsque le débat politique entre le gouvernement et

l'opposition se tend et lorsque la population se sert de ses droits civiques au travers de manifestations, de grèves et de l'abstention aux élections. Le continent se distingue par la violence qui accompagne très souvent les manifestations de mécontentement social. Toutefois, il n'est pas prévu que ces troubles se généralisent, sauf si les stratégies des gouvernements pour atténuer les hausses des prix dans le futur proche ne satisfont pas les attentes du public et s'ils ne réussissent pas à développer un dialogue constructif avec les différentes composantes de la société.

Du côté positif, l'index de perception de la corruption de 2007 (Corruption Perception Index) produit par Transparency International et inclus dans le rapport PEA montre des résultats encourageants dans la lutte contre la corruption. Plusieurs pays du continent ont enregistré des améliorations notables, y compris la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud et le Swaziland. Trois de ces quatre nations ont ratifié la Convention des Nations unies contre la corruption. A l'inverse, les conditions se sont détériorées dans quelques États (Burkina Faso, Égypte, Île Maurice et Mauritanie). Aucun changement significatif n'a été observé dans les pays figurant en bas de la liste. En 2007, l'Angola a signé la Convention de l'union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, faisant ainsi passer le nombre de signataires à 41 sur 53 depuis 2003. De plus, grâce aux six nouvelles ratifications (Éthiopie, Ghana, Kenya, Liberia, Sénégal et Zambie), la convention peut entrer en vigueur. Puisque des niveaux élevés de corruption s'accompagnent généralement d'une forte instabilité politique, la lutte contre la corruption reste un élément essentiel de la stabilisation du continent.

* Il s'agit d'un rapport conjoint de la Banque africaine de développement et du Centre de développement de l'OCDE, avec la Commission Économique pour l'Afrique des Nations unies, qui a bénéficié du soutien financier de la Commission européenne.